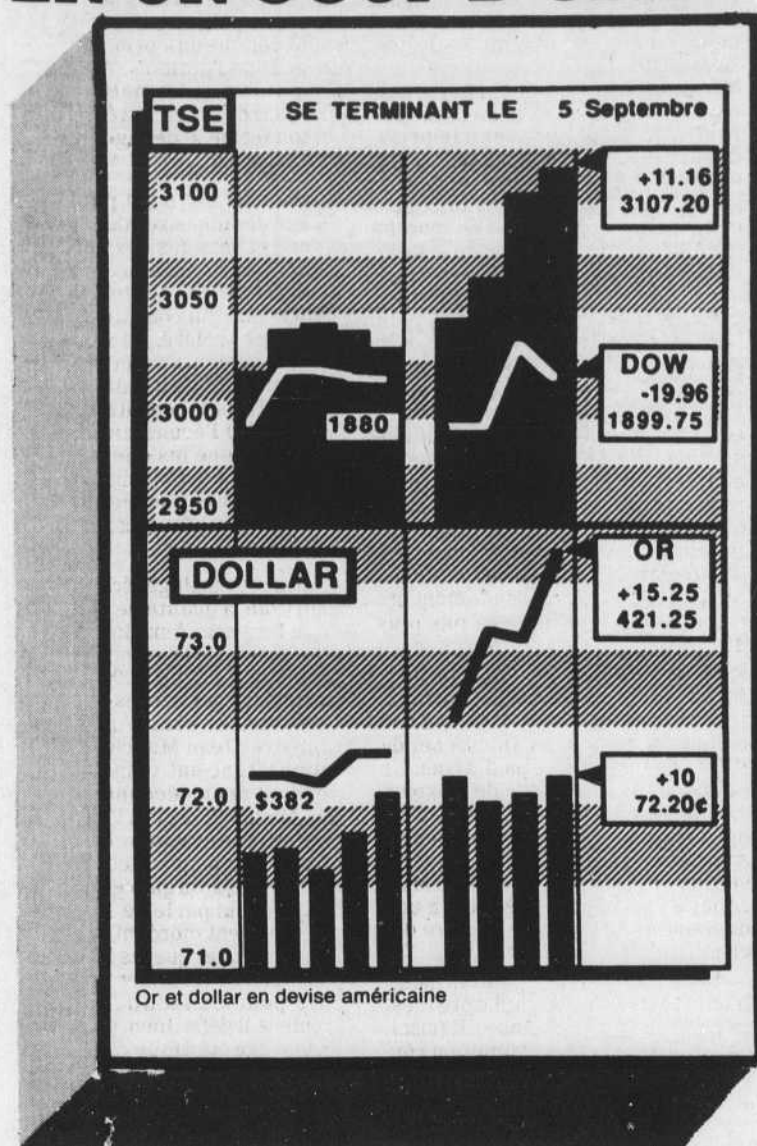


EN UN COUP D'OEIL



LES AFFAIRES ...EN QUELQUES LIGNES

JOCELIN DUMAS

Allied-Lyons s'entend avec Gulf

Les sociétés Allied-Lyons et Gulf Canada ont conclu une entente, aux termes de laquelle Gulf Canada détendra 49 % du capital de Hiram-Walker Spirits et Allied-Lyons contrôlera la société en détenant une participation de 51 % dans cette dernière, annonce-t-on dans un communiqué.

Les premières mesures destinées à concrétiser cette entente consisteront à mettre en application l'entente originale d'achat d'actions datée du 31 mars dernier et qui s'est traduite par l'acquisition de Hiram-Walker Spirits pour la somme de \$ 2,6 milliards, moins la dette consolidée. Le montant de cette dette étant estimé à environ \$ 970 millions, la valeur totale serait de \$ 1,63 milliard.

Gulf Canada fera ensuite l'acquisition auprès d'Allied-Lyons d'une participation de 49 % dans Hiram-Walker Spirits, sur la même base d'évaluation.

Toujours de même source, on note que les coûts d'acquisition nets d'Allied-Lyons devraient s'élever à \$ 831 millions, compte tenu d'un rajustement correspondant à la dette envers Hiram-Walker Spirits, et seront acquittés à partir des possibilités de prêts consenties actuellement. Il n'est pas prévu d'émettre des actions pour financer cette opération; l'émission de droits envisagée auparavant n'aura donc pas lieu.

Une partie de la valeur de l'acquisition des deux parties pourra être financée par une souscription d'actions privilégiées de Hiram-Walker Spirits.

La finalisation des ententes aura lieu le 31 décembre 1986 au plus tard.

Le communiqué précise également qu'un accord des actionnaires sera conclu entre Allied-Lyons et Gulf Canada et portera, entre autres choses, sur le développement des activités commerciales, les dividendes, les droits de préemption et la nomination du conseil d'administration et de la direction.

Cet accord donnera également à Gulf Canada le droit d'exiger que Allied-Lyons fasse l'acquisition de sa participation de 49 %, deux ans après sa conclusion, à un prix basé sur la valeur originale. Allied-Lyons aura de la même façon le droit d'acquiescer la participation de 49 % de Gulf Canada, au prix le plus élevé, celui-ci étant basé sur la valeur originale et sur une évaluation indépendante.

En outre, chaque partie aura le droit d'acquiescer la participation de l'autre, dans le cas d'un changement de contrôle de l'une ou l'autre des parties.

En vertu de cet accord, toute poursuite judiciaire intentée par Allied-Lyons et Gulf Canada relativement à l'acquisition par Allied-Lyons sera retirée.

Labatt rapporte un bénéfice record

La société John Labatt a rapporté des ventes excédant le milliard de dollars et un bénéfice net record de \$ 31,4 millions pour le premier trimestre de l'année, a annoncé hier le président et chef de la direction M. P.N.T. Widdrington à l'occasion de l'assemblée annuelle des actionnaires.

Ce dernier a expliqué ces résultats par la performance des activités de brassage qui ont affiché les meilleurs résultats de tous les temps pour un premier trimestre.

« Encore une fois, déclarait M. Widdrington, Labatt a surpassé la concurrence ».

Imasco doit retarder la vente de GSX Corporation à Laidlaw

Imasco Limitée et Laidlaw Transportation Limited ont annoncé hier que la conclusion de la vente de GSX Corporation à Laidlaw a été reportée fin septembre-début octobre en raison de délais dans l'obtention des approbations requises du gouvernement des États-Unis. À l'origine, la transaction devait être finalisée le ou vers le 3 septembre.

On se rappellera que le 21 juillet, Imasco et Laidlaw annonçaient la signature d'une entente selon laquelle Laidlaw faisait l'acquisition de GSX Corporation, laquelle regroupe les services de traitement des déchets de la corporation Genstar aux États-Unis.

Les produits Charan seront distribués aux États-Unis par American Greetings

Les Industries Charan Inc. a annoncé qu'une entente a été conclue avec American Greetings Corporation de Cleveland, Ohio, aux termes de laquelle cette dernière deviendra le seul distributeur aux États-Unis de ses produits Star. Charan a également annoncé qu'American Greetings distribuera le Star partout au monde par l'entremise de ses filiales et distributeurs.

Le produit Star est un ornement d'emballage de cadeaux unique, conçu et développé par la filiale de Charan, Rainbow Star Products Inc., pour lequel des demandes de brevet ont été déposées au niveau mondial.

American Greetings, ayant un chiffre d'affaires à l'échelle mondiale de plus de \$ 1 milliard, est un des fabricants les plus importants de cartes de souhaits, de papier d'emballage et d'accessoires de cadeaux.

Le contrat intervenu entre Charan et American Greetings porte sur une période initiale de 3 ans, avec la possibilité d'annuler l'entente après un an d'opération. Le contrat garantit à Charan un minimum après impôts de \$ 11 millions ou \$ 1,60 par action s'échelonnant sur la période de trois ans.

Charan a également annoncé que American Greetings a convenu d'acheter 300,000 actions ordinaires de Charan et d'acquiescer une option pour 300,000 actions ordinaires additionnelles à une date future.

Peinture Internationale construit une usine de \$ 13.4 millions à Baie d'Urfé

CLAUDE TURCOTTE

Peinture Internationale (Canada) Ltée, une entreprise spécialisée dans les peintures industrielles et une filiale d'une multinationale britannique installée à Montréal depuis 1924, connaît cette année une renaissance, qui se résume en deux mots: modernisation et expansion.

Cette renaissance comporte trois aspects: 1. Nomination en janvier dernier de M. Jacques Mayer au poste de président. C'est la première fois qu'un francophone occupe cette fonction à Peinture Internationale (Canada). Français d'origine et formé à l'École de génie de l'Université de Paris, M. Mayer est âgé de 45 ans; il est venu à Montréal en 1969, parce qu'il préférait le style de gestion américain. Depuis son arrivée, il a toujours travaillé pour Peinture Internationale. En devenant président, il a élaboré un plan de consolidation à Montréal des opérations manufacturières pour tout l'est du Canada et un programme d'expansion pour desservir la Nouvelle-Angleterre, c'est-à-dire le territoire situé au nord d'une ligne reliant New York à Chicago.

2. Construction d'une nouvelle

usine et siège social à Baie-d'Urfé au coût de \$ 13.4 millions et fermeture de l'usine et bureaux de Montréal. Cela fait partie du plan de révision stratégique de la compagnie en vue de consolider ses activités manufacturières. L'entreprise possède des usines à Regina et Vancouver. Cette nouvelle usine très moderne augmentera la capacité de production de plus de 50 %; elle pourra produire 30 millions de litres de peintures diverses par année.

Concentration ici des activités informatiques pour toute l'Amérique du Nord, dont le centre est situé à New York présentement. Sur le coût total de la nouvelle usine, il y a un montant de \$ 6.5 millions réservé pour des équipements d'informatique et de production. Comme elle a fermé ses usines de la Nouvelle-Orléans et de San Francisco au cours de la dernière année, Peinture Internationale concentrera ses activités dans les trois centres canadiens où elle a des usines, mais les efforts de recherche et de développement seraient faits à Baie-d'Urfé, parce que c'est à Montréal que se trouve le personnel le plus qualifié et expérimenté pour les peintures hautement spécialisées qu'elle produit.

Peinture Internationale a connu



M. Jacques Mayer, président de Peinture Internationale (Canada) Ltée.

son expansion au Canada avec le développement des réseaux ferroviaires, mais on retrouve ses produits aujourd'hui dans l'aéronautique du Cessna au Boeing 747, dans le transport en commun (métro), la signalisation et l'emballage, telles les capsules de boissons gazeuses. On les retrouve beaucoup aussi dans le secteur maritime, comme par exemple le plus grand traversier au monde, le M.V. Caribou, et les brise-glace canadiens. Elle dit avoir inventé en outre une peinture anti-salissure, qui réduit la friction et la consommation de carburant de 25 %, tout en augmentant la vitesse des bateaux et des yachts.

Peinture Internationale (Canada) Ltée, qui a 230 employés, enregistre un chiffre d'affaires de \$ 50 millions et sa compagnie-soeur américaine a des revenus de \$ 100 millions US. Ces deux filiales font partie d'un holding anglais, International Paints Ltd, qui est présent dans 38 pays et dont le chiffre d'affaires est de \$ 1 milliard.

Les gouvernements de Québec et d'Ottawa subventionnent la construction de la nouvelle usine, qui suscitera la création de 20 nouveaux emplois. Trois ministres étaient présents à la cérémonie d'hier, soit MM. Daniel Johnson, Clifford Lincoln et Pierre H. Cadieux. Ces deux derniers sont respectivement députés provincial et fédéral du comté de Vaudreuil auquel appartient la municipalité de Baie-d'Urfé.

4. La coopération France-Québec a généré plus de 185 accords depuis 1968

CLAUDE TURCOTTE

Les Français signent plus d'accords de coopération technique, industrielle et économique au Québec que ne le font des Québécois en France, mais du côté français on aimerait bien que plus de Québécois viennent créer des emplois chez eux.

C'est la constatation que fait Mme Claire Boeuf, chargée du « programme Québec » pour l'Agence pour la coopération technique industrielle et économique (ACTIM), qui assure pour la partie française le programme de coopération établi à la suite d'une convention signée en 1964. Il s'agit d'un programme conçu pour les dirigeants de PME, à savoir des chefs d'entreprises, directeurs, chefs de service et toutes personnes pourvues d'une large expérience professionnelle. Le programme offre des voyages d'études de une à trois semaines, dont les objectifs ont été établis et approuvés à l'avance.

Une compilation faite à l'ACTIM montre que depuis 1968 ce programme a contribué à la création de 83 sociétés, 151 accords d'association ou de cession de licence et 34 accords commerciaux. C'est par le truchement de ce programme que Cascades Inc. s'est d'abord approché du marché français. On sait que depuis ce moment les frères Lemaire ont déjà fait deux fois en France ce qu'ils ont l'habitude de répéter régulièrement ici, c'est-à-dire sauver des papeteries déjà fermées ou sur le point de l'être. Ce n'est évidemment pas à Cascades que pense Mme Boeuf, lorsqu'elle souhaite une présence plus grande des industriels québécois en France.



Le programme a suscité un plus grand nombre de demandes au cours de ses premières années, mais s'il y a moins de missions et moins d'accords conclus aujourd'hui, ceux-ci sont en général « plus constructifs ».

Mme Boeuf constate que les Québécois recherchent davantage d'accords dans le domaine de la haute technologie pour des projets au Québec. À l'ACTIM, qui est un organisme mixte auquel participe l'État

français et le secteur privé, on souhaite voir davantage d'entrepreneurs québécois s'installer en France.

Ce programme ne couvre pas la totalité des échanges franco-québécois dans les secteurs industriel et commercial, puisqu'il vise les PME, mais il est accessible à tous les types d'activités industrielles. Des accords ont été conclus dans le secteur des machines agricoles, de l'édition, de l'électricité et de la radiologie, des vêtements de sport, dans l'acier, les meubles, la construction, l'industrie du plastique, l'assainissement de l'eau et bien sûr dans l'industrie agro-alimentaire. Ces temps derniers par exemple, on a vu plusieurs

accords dans l'industrie du fromage.

L'ACTIM n'a pas fait le suivi des entreprises pour lesquelles le programme a permis l'atteinte de résultats concrets. On n'a pas notamment d'information sur le nombre d'emplois créés et le volume d'affaires ainsi générées.

Ce programme est co-géré et cofinancé. Une Commission mixte se réunit deux fois par an pour définir les grandes orientations du programme et faire le bilan des activités. Il est spécifiquement conçu comme « un instrument mis au service des entreprises françaises et québécoises qui souhaitent trouver un partenaire outre-atlantique pour conclure des accords de coopération et la priorité est accordée aux actions susceptibles de conduire à la conclusion d'accords, tels que cessions de licences, création de sociétés et implantations de filiales ».

Pour tenir compte des exigences des dirigeants d'entreprises, on a prévu des procédures rapides, qui nécessitent un délai de six semaines, y compris le temps pour obtenir l'approbation requise de la part des ministères concernés; les stagiaires reçoivent une allocation d'environ \$ 125 par jour. L'ACTIM a aussi des bureaux de représentation à l'étranger, dont un à Montréal, installé à Place Bonaventure, portant le nom de Centre français de coopération industrielle.

La demande demeure excédentaire dans la « secrète » municipalité d'Outremont

IMMOBILIER

SERGE TRUFFAUT

On savait la municipalité d'Outremont cosue, et bien la voici maintenant très secrète. En l'espace d'une année, le nombre de transactions immobilières effectuées sous le sceau de l'exclusivité a vertigineusement augmenté. Conséquence? Il serait tout à fait farfelu de déclarer, « à Outremont la valeur marchande a progressé de tant! ».

Les inscriptions de propriétés au système MLS, permettant à plus d'un courtier de s'impliquer dans une vente, sont des indicateurs habituel-

lement très fiables pour déterminer l'augmentation moyenne. Cela, à condition bien entendu que l'échantillon soit suffisamment représentatif, 200 unités selon les spécialistes. Or, les données recueillies auprès de la Chambre d'immeuble de Montréal indiquent que seulement 11 maisons unifamiliales et 14 duplex, triplex et autres, ont été achetés par le biais du MLS. On peut même avancer que ces dernières ont été inscrites fort probablement, parce que les courtiers les ont jugées plus difficiles à transiger que d'autres unités. Il faut préciser à ce propos que, plus la liste d'acheteurs potentiels d'un courtier s'allonge, moins il fera appel au MLS. Après tout, pourquoi aller par-

tager la commission avec ses confrères.

Lorsque le MLS manque de données factuelles, le maniaque de statistiques rétorquera, « oui, il y a tout de même le rôle d'évaluation! ». C'est vrai, le seul hic, c'est qu'il n'a pas encore été déposé. Il y a bien la valeur foncière totale qui est disponible, mais, attention, elle est tellement globale qu'elle constitue plus un point de repère qu'un indicateur pertinent. Quoiqu'il en soit, elle a progressé de près de 10 %, passant de \$ 723 millions à \$ 766 millions. S'il est exact que d'une année à l'autre la construction neuve est additionnée, reste qu'à Outremont elle est plus révélatrice qu'ailleurs. La raison en est simple, il n'y a pratiquement pas de terrains propices à l'édification de maisons ou immeubles neufs.

En ce qui concerne les permis de construction, il faut remarquer que pour l'année en cours, il n'y a pas de chiffres disponibles. En effet, la municipalité d'Outremont ne fait pas, contrairement à la grande majorité des villes de la CUM, de compilation mensuelle. Une façon comme une autre d'exercer son droit à la différence. Cela dit, on a souligné qu'une très grande proportion des 468 permis alloués en 1985, pour une valeur déclarée dépassant les \$ 12 millions, l'ont été pour des travaux de rénovation ou de recyclage. Soit une hausse de 12 % par rapport à 1984. Et puis, tant qu'à être à la mairie d'Outremont, voici une bonne nouvelle: la taxe foncière a diminué. De \$ 2,30 par \$ 100 d'évaluation en 1985, elle a été fixée à \$ 2,22 pour 1986.

S'il est très hasardeux d'avancer un chiffre révélateur de l'évolution du marché immobilier d'Outremont sur une période de 12 mois, cet état des choses est cependant significatif d'un certain nombre de tendances. Ainsi, puisqu'il y a plus de ventes exclusives cette année, le marché s'avère être, plus intensément que l'an dernier, un marché de vendeurs. La demande est jugée excédentaire par M. Pierre Wilki de Remax Outremont, qui a précisé que dans l'ensemble, « il y a plus d'activités qu'en

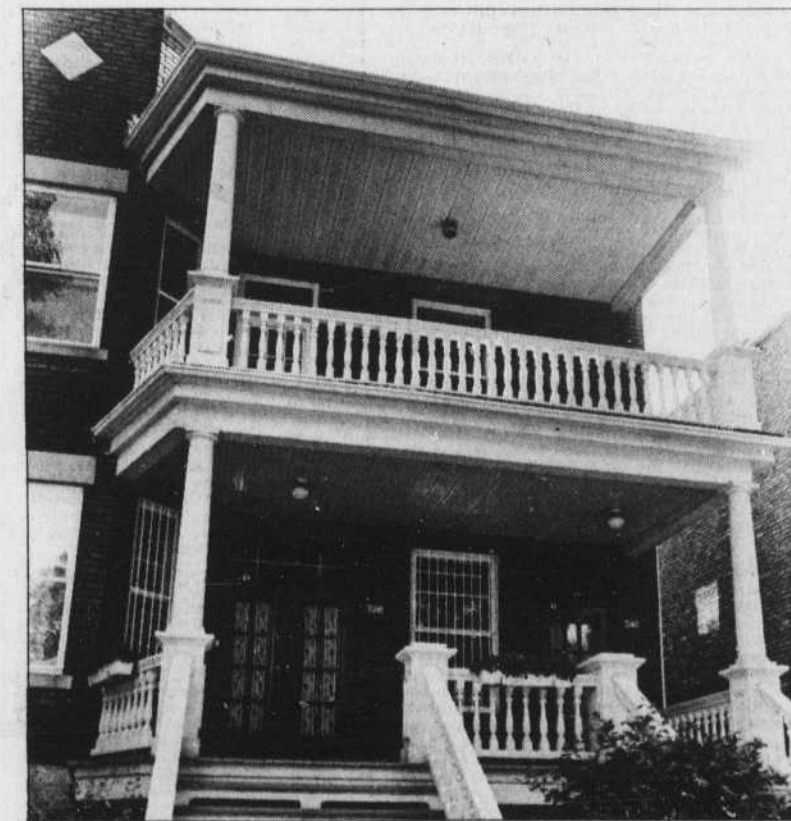
1985 ». Mme Carole Delorme du Permanent à même confié, qu'en regard du nombre d'acheteurs potentiels, « le manque d'inscriptions est criant ». De toute manière, « la demande à Outremont, de poursuivre M. Wilki, est et sera toujours excédentaire. Parce que d'une part, il ne se construit pratiquement pas de neuf et, d'autre part, c'est un quartier ayant un pouvoir d'attraction énorme ». D'autant plus que les taux d'intérêt inquiètent moins la clientèle d'Outremont que celle du Plateau Mont-Royal ou de Rosemont, a expliqué, en substance, M. Wilki.

Quant aux permis de construction, ils confirment une fois de plus l'attrait qu'exerce la copropriété, « plus populaire que jamais », a noté M. Wilki.

En gros, la ville d'Outremont est séparée en deux par une vallée de la Loire locale et en asphalte, la Côte Sainte-Catherine, bordée d'un côté par des immeubles baptisés Chambord, Chenonceaux et j'en passe, et de l'autre côté par de très belles demeures, pour la plupart des unifamiliales. Bien que ces dernières soient très convoitées, il n'y en a pratiquement pas à vendre. Les spécialistes estiment que leurs valeurs marchandes varient entre une moyenne minimale de \$ 250-300,000 jusqu'à un maximum moyen de \$ 500,000.

Plus bas, il y a le boulevard Saint Germain des-près local, la rue Bernard, avec son café Flore, l'Invité... Une artère où l'existentialisme est « in », l'Intrigant, l'Impromptu et compagnie. Bref, c'est à la périphérie de la rue Bernard, aussi bien au nord qu'au sud, que convergent les acheteurs potentiels. Le duplex, quand il y en a, se négocie entre un minimum de \$ 160,000 et un maximum de \$ 210,000; le triplex entre \$ 170,000 et \$ 250,000. Quant à la copropriété, les experts fixent à \$ 70,000 la moyenne minimale.

Enfin, et contrairement à l'an dernier, tant M. Wilki que Mme Delorme ont indiqué que les transactions se font plus rapidement. À l'intérieur d'un mois.



Le duplex d'Outremont ne se vend pas à moins de \$ 160,000.

LE DEVOIR ECONOMIQUE

Chômage

Effectif ouvrier 12,865,000

Pourcentage de
chômeurs

Août 1986

9.7

Juillet 1986

9.9

Août 1985

9.6

Désaisonnalisé

PC

Ottawa craint que Versatile
Davie ne déclare faillite

BERNARD RACINE

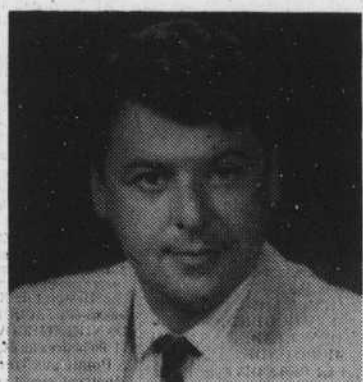
QUÉBEC (PC) — Le gouvernement fédéral craint que Versatile Davie soit au bord de la faillite et ne puisse construire le deuxième traversier.

C'est ce qu'on peut conclure suite au bilan dressé hier par le ministre de l'Expansion industrielle régionale Michel Côté de la situation aux chantiers maritimes de Lauzon.

Le gouvernement fédéral en accordant, en mars dernier, sans appel d'offre à la Versatile Davie le contrat de construction d'un deuxième traversier, avait posé certaines conditions. Il veut maintenant s'assurer que ces conditions seront remplies quel que soit éventuellement l'exécutant du contrat a expliqué M. Côté, lors d'une conférence de presse à laquelle assistaient le député de Lévis Gabriel Fontaine, et celui de Québec-Est Marcel R. Tremblay.

L'octroi du contrat sans appel d'offre pour la construction d'un deuxième traversier était assujéti à certaines conditions dont l'une était qu'une lettre d'entente devait être signée le 1er juillet 1986. Versatile Davie, qui avait encouru des pertes importantes lors de la construction du premier traversier, voulait s'assurer une certaine rentabilité dans la construction du deuxième et a voulu négocier une nouvelle convention collective avec le syndicat.

nomination



M. Claude Deslauriers

Monsieur Marcel Popin, vice-président Actuariet et Contrôle, annonce la nomination de Monsieur Claude Deslauriers au poste de directeur du service de la Fiscalité et Vérification interne.

Monsieur Deslauriers est au service de l'entreprise depuis 1972. Depuis cette date, il œuvre dans le domaine de la fiscalité et de la vérification interne. Il est membre de la Corporation des comptables généraux agréés.

Monsieur Deslauriers occupe ses fonctions au siège social de la compagnie à Lévis.

Assurance-vie
Desjardinsà chaque
passage
de la vie

Jean A. Pouliot

Lors d'une réunion de son conseil d'administration, tenue le 15 août 1986, les administrateurs de Réseau Télévision Quatre Saisons Inc. ont élu monsieur Jean A. Pouliot président du conseil et chef de la direction. Le Réseau Télévision Quatre Saisons Inc., une filiale de CFCF Inc., commencera ses opérations le 7 septembre 1986.

L'analyste boursier Ian McAvity prévoit
un massacre en Bourse au mois d'octobre

JEAN CHARTIER

L'analyste boursier Ian McAvity a annoncé hier à Montréal une dégringolade majeure, voire un massacre en bourse pour le mois d'octobre. L'auteur de la lettre financière *Deliberations* estime qu'on est présentement à la toute fin du troisième cycle boursier à se tenir depuis 1974. Une chute fort importante, à savoir la plus importante depuis 1981, est sur le point de survenir; la bourse va couler en 1987, dit-il.

M. McAvity est on ne peu plus pessimiste. Il est persuadé qu'une récession économique surviendra en 1987 et que le marché boursier s'en ressentira avec une baisse de tout au moins 25 %, à savoir de 400 points de l'indice Dow Jones. Celui-ci tomberait donc du niveau actuel de 1900 points au seuil des 1500 points au cours des prochains mois.

Au cours du présent cycle boursier, explique l'analyste torontois, la principale poussée est survenue d'août 1982 à juin 1983. Celle-ci a été suivie d'une correction jusqu'en jan-

vier 1984. La deuxième moitié du cycle a commencé en juillet 1984, éblouit-il, et le mouvement se poursuit depuis deux ans mais il arrive à sa fin.

Le grand mouvement haussier en 1986 est survenu de janvier à avril, selon lui, et on ne connaît présentement qu'une extension de ce mouvement des quatre premiers mois de l'année. Il ne s'agit nullement des jambes arrières du taureau qui se cabrent pour que l'animal prenne un élan encore plus grand. Sous peu, l'animal va tomber, dit M. McAvity.

Il prétend aussi que les problèmes monétaires vont prendre le devant de la scène économique sous peu. Si le dollar US tombe en bas de 1.85 deutsche mark, le marché réagira avec force, dit-il. Les investisseurs allemands et japonais s'apprentent aussi à abandonner les achats d'obligations gouvernementales aux

Etats-Unis. Sous peu, les autorités monétaires américaines seront forcées, selon lui, de hausser le taux d'escompte et les taux d'intérêt suivront de façon générale. Le marché boursier en sera frappé durement, conclut-il.

Quand on lui mentionne que ce scénario sur les taux d'intérêt va à l'encontre des prévisionnistes, M. McAvity répond qu'il ne s'attend pas à une réduction du déficit du gouvernement américain au cours des prochaines années, comme l'anticipe la loi Gramm-Rudman. Qui plus est, si Reagan perd le contrôle du Sénat, le marché boursier va aussi en prendre plein la gueule, affirme-t-il. La chute surviendra par anticipation en octobre, à la lumière des sondages. Le même phénomène se répètera s'il se confirme que George Bush sera le candidat républicain à la prochaine élection.

En fait, M. McAvity fait flèche de tout bois pour son pessimisme. Le seul secteur d'investissement qui retient son attention positivement actuellement, ce sont les titres aurifères et le métal aurifère. À son avis, les craintes inflationnistes et la crise monétaire vont faire remonter l'or au niveau des \$ 500 au cours de 1987. C'est le type de placement qu'il privilégie avant tout actuellement.

Pour mener à bien des investissements miniers, M. McAvity est d'ailleurs venu rendre public à Montréal un prospectus préliminaire pour l'émission d'actions devant rapporter \$ 30 millions pour la nouvelle société d'investissement minière, MVP, à savoir *Mining Ventures Property*. Ces actions accréditives pour récupération fiscale seront émises sous peu puisque le prospectus préliminaire est daté du 31 juillet.



H. Paul Chamberland
Lors d'une réunion de son conseil d'administration, tenue le 15 août 1986, les administrateurs de Réseau Télévision Quatre Saisons Inc. ont élu monsieur H. Paul Chamberland président et chef de l'exploitation. Le Réseau Télévision Quatre Saisons Inc., une filiale de CFCF Inc., commencera ses opérations le 7 septembre 1986.



Me Louise Fecteau



M. Jean-Claude Demers



M. André J. Boutin

Le président du Conseil d'administration de l'École de technologie supérieure de l'Université du Québec, monsieur André E. Brien, et le directeur général de l'École, monsieur Alain Soucy, ont le plaisir d'annoncer la nomination au Conseil d'administration de Me Louise Fecteau, directeur général de l'Association des manufacturiers canadiens, Division du Québec, de M. Jean-Claude Demers, directeur, fabrication, usine 2, de Pratt & Whitney Canada Inc., ainsi que M. André J. Boutin, vice-président de groupe, câbles de Northern Telecom Canada Ltée.

Constituante de l'Université du Québec et située au 4750 rue Henri-Julien à Montréal, et au 1085 rue de Salaberry à Québec, l'École de technologie supérieure offre aux finissants du cégep professionnel des techniques physiques ainsi qu'aux technologues déjà engagés sur le marché du travail, la possibilité d'acquies une formation universitaire adaptée à leur formation antérieure. Pour réaliser ses objectifs de formation, l'École associe étroitement le milieu industriel et technologique à ses activités pédagogiques.

Université du Québec
École de technologie supérieure

VISEZ LA GRANDE FORME!



Adhère dès maintenant

à notre programme-santé

et profitez de

nos tarifs actuels

de pré-ouverture.

À partir de 35\$ par mois

jusqu'au 15 septembre.

- MODELEZ VOTRE CORPS PAR L'AÉROBIE ET L'EXPRESSION CORPORELLE
- TONIFIEZ VOS MUSCLES GRÂCE AUX APPAREILS NAUTILUS ET KEISER, ET À DES POIDS ET HALTÈRES
- AUGMENTEZ VOTRE ENDURANCE SUR DES TAPIS ROULANTS, BICYCLETES, MACHINES À RAMER ET SUR UNE PISTE DE JOGGING INTÉRIEURE DE 261 MÈTRES
- SUIVEZ VOS PROGRÈS GRÂCE À UN SYSTÈME D'ÉVALUATION INFORMATISÉ ET À UN PROGRAMME D'ENTRAÎNEMENT INDIVIDUEL

Passer à notre bureau au 6100, chemin Deacon (en bordure ouest d'Outremont) tél. 737-0000. Heures d'ouverture: de 10 h à 19 h en semaine, et de 10 h à 18 h en fin de semaine.

LA GRANDE FORME: UN OBJECTIF ABORDABLE

LE SPORTING CLUB
DU SANCTUAIRE



IBM ET LA PME

L'informatique au service de l'entreprise. Vous êtes le gestionnaire d'un chiffre d'affaires de 3 000 000\$ et plus? Nous désirons vous rencontrer et discuter avec vous de:

SOLUTIONS INFORMATIQUES
PRODUCTIVITÉ — COMPÉTITIVITÉ

Nous traiterons des points suivants:

- Concepts d'ordinateurs
- Bénéfices de l'informatique
- Critères de sélections
- Démonstrations de l'IBM 36 et de ses logiciels

Nous serons à Laval au:

Restaurant Ste-Rose, salle Mon Copain
25, boul. Labelle

le 15 septembre à 13h30 (en français)
le 16 septembre à 09h00 (en français)

sur la Rive-Sud au:

Sheraton Le St-Laurent, salon Tadoussac
2405, île Charron

le 17 septembre à 09h00 (en français)
le 17 septembre à 13h30 (en français)

à Ville St-Laurent au:

Holiday Inn Le Seville, salon Rouge
4545 Côte Vertu

le 18 septembre à 13h30 (en français)
le 19 septembre à 09h00 (en français)

Pour confirmer votre participation ou si vous désirez recevoir plus d'information,
appelez sans frais le 1-800-465-6600.

LES ÉVALUATIONS FINANCIÈRES

L'indice composé termine à la hausse

TORONTO — La tendance est demeurée à la hausse dans un marché modérément actif hier à Toronto. L'indice composé a terminé la journée en progression de 11,16 points pour atteindre 3107,57. Au total le nombre de hausses a été supérieur aux baisses: 479 contre 304. 368 titres sont demeurés inchangés.

Le volume des échanges a atteint 30,6 millions d'actions.

Dans les industrielles, Canadian Pacific Ltd a gagné 1-8 à 163-8; Bank of Nova Scotia 1-4 à 153-4; Power Corp. 1-8 à 816-1-2; Canadian Imperial Bank of Commerce 1-4 à 811-2 et Noranda 1-4 à 193-4. Crownx a perdu 5-4 à 118-2; CAE Industries 1-4 à 130-3; Cineplex Odeon 3-4 à 119; Shell Canada 1-3 à 233-5 et CB Pak Inc. 1-8 à 233-5.

Dans les mines, Teck Corp. a gagné 1-3 à 247-8; Agnico-Eagle Mines 1-8 à 330 et Goldan Sceptre 1-4 à 310-4. Echo Bay a gagné 1-8 à 299-8 et Glenayre 7-8 à 816.

Dans les pétroles, Canadian Northwest gagné 1-8 à 186; Saskatchewan Oil 1-8 à 88-4 et Ulster Petroleum sont restés à \$1,57. PanCanadian Petroleum abandonne 1-2 à 28.

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

TSE 300	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

AB

AB	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

CD

CD	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

CD	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

GH

GH	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

OP

OP	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

UV

UV	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

Q

Q	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

KL

KL	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

MN

MN	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

AB	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

W

W	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

WX

WX	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

KL

KL	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

UV

UV	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

Q

Q	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

KL

KL	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

MN

MN	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

UV

UV	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

AB	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

W

W	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

WX

WX	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

KL

KL	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

UV

UV	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

Q

Q	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

KL

KL	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

MN

MN	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

UV

UV	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

AB	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

W

W	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

WX

WX	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

KL

KL	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

UV

UV	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

Q

Q	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

KL

KL	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

MN

MN	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

UV

UV	Autres	Pétrole et gaz
3107,57	5063,81	2816,79
11,16	80,79	8,88
Produits de consommation	Produits industriels	Autres
38,85	2053,02	479
5066,56	12,78	368
304		

SPORTS

HORS-JEU

Les beaux dollars du tennis

JEAN-LUC DUGUAY

Un petit jour triste. Dehors il pleut, dedans il y a Diane Tell qui essaie de passer des messages à la radio en chantant joliment. De quoi le donner le goût du jol. Je change de poste. Pas de chance : Patrick Norman m'attend avec son afro roux d'affreux rouquin entre deux pubs qui me disent qu'il est impossible de passer l'hiver au Québec sans piscine. De quoi t'enlever le goût de tout.

Il y a toujours les journaux, ces porteurs de bonnes nouvelles. Un détournement au Pakistan, François Gaudet-Smet et le cancer, Stewart Hilton et l'accident d'auto, Jacques Villeneuve sans accident, le monde à l'envers. Je feuillette d'un doigt distrait. Voici ma section préférée, celle des sports, là où la vraie vie se manifeste. Les Expos qui gagnent mais se gardent bien d'en faire une habitude, les Alouettes qui volent bas comme d'habitude, et du monde qui joue à toutes sortes de choses bizarres, au golf par exemple.

Heureusement, il y a le tennis, le U.S. Open à Flushing Meadow où il n'y a plus que des Européens en lice pour les demi-finales masculines. Une honte pour la fière Amérique ! Où sont donc passés ses enfants à la raquette ? Le gagnant empochera l'honneur et l'argent, 210 000 \$ US, ce qui équivaut à environ 23 985,045,555,378,84 \$ CAN. C'est Lendl, le Tchèque slovaque le plus capitaliste au monde, qui se sentira soulagé s'il met la main sur le gros lot : il n'a mérité que 718 207 \$ US depuis janvier.

J'enrage quand je rencontre du monde qui fait plus d'argent que moi, ce qui explique pourquoi je ne dérange jamais. Au tennis il y a aussi l'Allemand Becker (489 989 \$), le quatuor suédois formé de Nystrom (441 553 \$), Wilander (424



160 \$), Jarryd (345 651 \$) et Edberg (279 501 \$), le Français Noah (258 915 \$), l'Équatorien Gomez (248 781 \$), Tulasne, l'autre Français (211 012 \$) et l'Espagnol Sanchez (202 262 \$).

Moi, des chiffres comme ça, ça me donne le goût de généraliser, donc de faire de la démagogie, donc de passer à côté de la réalité. J'ai envie de dire que le tennis est pourri, que les tennismen sont des enfants gâtés, qu'ils mènent tous la vie de millionnaire, à Monaco comme Wilander ou au Connecticut comme Lendl, qu'ils collectionnent les yachts, les femmes et les Porche, qu'ils sont des publicités sur deux pattes et que tout nus ils ressemblent à bien du monde.

J'ai envie de dire ça mais je m'en abstiens parce qu'il faut dire la vérité. Et elle est toute bête : le tennis professionnel se compose en grande partie de gagne-petit. Pour un Lendl, des dizaines et des dizaines d'inconnus, de plombiers à la petite semaine qui ne parviennent pas à équilibrer leur budget.

L'ATP, l'association régissant le tennis professionnel masculin, tient à jour les classements d'environ 1 000 joueurs, dont 600 qui font du tennis un job à temps plein. De ces 600 athlètes, 70 peut-être font assez d'argent pour vivre dans le confort.

C'est pourquoi la colère gronde dans les rangs de l'ATP.

Les gagne-petit disputent actuellement le match de leur vie au sein de l'ATP, exerçant des pressions en faveur d'une distribution plus équitable des richesses. Les superstars, elles, ne sont pas d'accord. Elles veulent au contraire que les gros lots soient encore plus attrayants. Au début d'août, Jimmy Connors a fait savoir que le premier prix de 40 000 \$ US au tournoi de Stratton Mountain était insuffisant pour une semaine de travail. Il est vrai que des joueurs de sa trempe peuvent gagner jusqu'à 50 000 \$ pas soir en disputant un match hors-concours.

En même temps, les gros noms favorisent une diminution du nombre de tournois, ce qui leur permettrait justement de participer à un plus grand nombre de matchs hors-concours. Les gagne-petit, eux, estiment qu'il faut augmenter encore le nombre de tournois, ce qui leur donnerait l'occasion d'améliorer leur classement et de mieux gagner leur vie.

Bien entendu, sans les Lendl, McEnroe et Becker, plusieurs tournois devraient être annulés. Ces noms-là sont magiques, ce sont eux qui attirent les foules et qui convainquent les commanditaires d'investir des sommes importantes. Cela, les gagne-petit le reconnaissent mais ils remarquent aussi que plusieurs tournois sont très rentables et trouvent que le gros de l'argent est partagé entre, quelques « happy few ».

Y aura-t-il une confrontation ouverte au sein de l'ATP ? Il faut écarter l'hypothèse, du moins dans un avenir immédiat. Le tennis est un sport individuel et il est difficile de faire l'unité entre les membres. Entre-temps, les gros gagneront de plus en plus et les petits auront de plus en plus de difficulté à survivre. Quand je vous dis qu'il en va dans le sport comme dans la vie.

Claude Brochu lui succède

McHale tire sa révérence

MARC DELBÈS

(PC) — Les Expos de Montréal ont levé le voile, hier midi, sur le mystère qui avait précédé l'importante conférence de presse convoquée la veille en nommant Claude Brochu à la présidence de l'équipe.

Il remplace à ce poste John McHale, qui devient président adjoint du conseil d'administration et demeure chef de la direction et membre du conseil.

Lorsque Charles Bronfman, le président du conseil d'administration des Expos, s'est présenté dans un salon d'un grand hôtel de Montréal, les spéculations allaient bon train. Bronfman s'est empressé de lever toutes ambiguïtés en affirmant que l'équipe, dont il est le propriétaire majoritaire, n'était pas à vendre.

Ce n'est finalement qu'à un remaniement administratif prévisible que les journalistes sportifs et chroniqueurs financiers avaient été conviés.

« La question de ma succession était entre les mains des propriétaires depuis un certain temps, a admis McHale. J'avais déjà exprimé mon désir de prendre ma retraite à la fin de 1987. Il était dans l'intérêt de l'équipe qu'une transition harmonieuse se fasse le plus rapidement possible. »

La nomination de Brochu s'inscrit d'ailleurs dans la politique de renouveau des Expos amorcée il y a deux ans avec l'embauche de Murray Cook à titre de vice-président et directeur général.

Cette fois, Bronfman fait appel à un gestionnaire de qualité qui, de plus, pourra comprendre toutes les subtilités du marché québécois.

« Je crois qu'un homme qui est à la tête d'une compagnie avec un marché à prédominance francophone aura plus de facilité à le comprendre s'il est lui-même francophone, a précisé Bronfman. De plus, Claude est parfaitement bilingue et c'est un homme d'affaires expérimenté. »

La nomination de Brochu n'est pas sans rappeler celle de Ronald Corey à la présidence du Canadien. Le contexte n'est d'ailleurs pas différent.

Comme chez le Canadien à l'époque, les Expos désirent se rapprocher de leur public.

« L'exemple de M. Corey a été concluant », a constaté M. Bronfman. Il a fait ses preuves en compagnie de Serge Savard.

« Mais je peux vous assurer d'une chose, Brochu serait aujourd'hui président des Expos même si nous n'avions pas eu l'exemple de Corey. »

Brochu, qui occupera également les fonctions de directeur des opérations, entrera en fonction le 1er octobre.

M. Bronfman a également précisé que John McHale demeurera en poste comme chef de la direction de façon à assurer la continuité.

« Nous sommes enchantés qu'il conserve cette responsabilité pour les 16 prochains mois, a dit Bronfman. Nous ferons appel à ses conseils en tant qu'administrateur, même après sa retraite. »

Brochu reconnaît qu'il aura besoin de l'aide de McHale dans les prochains mois, question de se familiariser avec les différents dossiers.

« Je suis enthousiasmé par le défi que représente ce nouveau poste, a déclaré Brochu. J'ai hâte de m'impliquer dans les activités de l'équipe. Je suis chanceux de pouvoir travailler avec John (McHale). Je ne pourrai certes trouver meilleur professeur pour m'enseigner les rouages des affaires dans le baseball. »

Au cours de la conférence de presse, Bronfman a révélé que les Expos enregistraient des déficits de plus de trois millions de dollars depuis 1982.

Il a toutefois démenti les rumeurs voulant que l'équipe soit à vendre.

Brochu prend donc en main une équipe qui complète une misérable saison. Avant le match d'hier, les Expos occupaient le quatrième rang de la section Est à 23 matchs des Mets

de New York. Et l'assistance aux rencontres à domicile est en chute libre.

L'équipe a accueilli son millionième spectateur hier seulement, une marque qu'elle atteint habituellement au début d'août.

Bronfman est confiant que Brochu corrige cette situation lors des prochaines années.

« L'intérêt est toujours là, a affirmé Bronfman. Regardez les côtes d'écoute des deux réseaux de radio-diffusion. Le potentiel existe et nous avons confiance que Claude trouve la solution à ce problème. »

Flushing Meadow

Evert-Lloyd éliminée

NEW YORK (AFP) — Comme l'année dernière, il y aura une Tchèque slovaque, aujourd'hui, à Flushing Meadow, en finale du simple dames des Internationaux de tennis des États-Unis. Helena Sukova a réussi, en effet, l'exploit de se qualifier, hier, aux dépens de l'Américaine Chris Evert-Lloyd (6-2, 6-4), prenant ainsi la place de sa compatriote Hana Mandlikova, victorieuse en 1985.

Sukova rencontrera aujourd'hui en finale l'Américaine Martina Navratilova ou l'Allemande de l'ouest Steffi Graf. Les deux joueuses devaient s'affronter hier après la finale du double messieurs entre d'une part, les Suédois Mats Wilander et Joakim Nystrom, et l'Équatorien Andres Gomez et le Yougoslave Slobodan Zivjovic, de l'autre.

Quant aux demi-finales du simple messieurs, elles se joueront aujourd'hui sans Américains.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Les postes sont offerts également aux hommes et aux femmes.

LE DEVOIR VOUS OFFRE LA QUALITÉ POUR INSÉRER UNE ANNONCE SOUS LA RUBRIQUE CARRIÈRES ET PROFESSIONS 842-9645

Le Conseil des Arts du Canada sollicite des candidatures pour le poste suivant:

Chef, Commission des paiements aux auteurs pour utilisation publique

Fonctions

Le titulaire relève du directeur du Conseil des Arts du Canada. Il administre une commission qui rémunère les auteurs canadiens pour l'utilisation de leurs livres dans les bibliothèques; se tient au courant des questions d'orientation dans les domaines de la création littéraire, de l'édition, des bibliothèques et des systèmes d'utilisation publique d'autres pays; administre les budgets de fonctionnement de la commission et des paiements aux auteurs; met en œuvre des procédés d'inscription, d'échantillonnage et de paiement; veille à ce que les fonds soient dépensés selon les politiques et méthodes approuvées par le Conseil des Arts; présente annuellement au Conseil un rapport sur les activités et dépenses de la Commission.

Qualités et titres

Connaissance étendue des questions culturelles intéressant la création littéraire, l'édition et les bibliothèques, de l'administration et des applications informatiques, de l'analyse et de la conception de systèmes. Études postsecondaires et huit années d'expérience connexe.

Langues de travail

Les deux langues officielles.

Lieu de travail

Ottawa.

Traitement

À partir de 35 070 \$, selon les qualités et titres.

Les intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae, au plus tard le 26 septembre, au service suivant:

Ressources humaines
Conseil des Arts du Canada
C.P. 1047
Ottawa (Ontario)
K1P 5V8



UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté des lettres

PROFESSEUR/E D'HISTOIRE AMÉRICAINE LES ÉTATS-UNIS DANS LE MONDE AU XX^e SIÈCLE

Poste à temps complet. Rang ouvert.

ENTRÉE EN FONCTION: Le 1^{er} juin 1987.

QUALIFICATIONS: Doctorat en histoire. Formation en histoire des États-Unis. Ouverture à différentes approches méthodologiques et théoriques. Bonne connaissance du français.

DESCRIPTION: Recherche et enseignement à tous les cycles, essentiellement sur l'influence américaine dans le monde au XX^e siècle.

Faire parvenir, avant le 15 février 1987, un curriculum vitae et trois lettres de recommandation à: Monsieur le Directeur, Département d'histoire, Faculté des lettres, Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval, Québec, G1K 7P4.

RECHERCHISTE

demandé(e) pour un bureau de député.

Qualifications requises:

- Très bonne connaissance des questions reliées à la condition féminine;
- Bilinguisme
- Dynamisme
- Autonomie
- Initiative

Prière de faire parvenir c.v. avant le 12 septembre 1986 à:

Francine St-Amour
3715 Lacombe
Local 201
Montréal H3T 1M3
Tél.: 738-4702

PROFESSEUR-CHERCHEUR

FONCTION

Initier et effectuer des travaux de recherche fondamentale et appliquée au sein d'une équipe multidisciplinaire, dans le cadre du programme de « Toxicologie du Milieu » conformément aux objectifs spécifiques de l'INRS-Santé.

Le candidat sera appelé à contribuer à la mise en œuvre de travaux de recherche reliés à l'étude de l'éco-disposition des toxiques de l'environnement, au développement de modèles microbiens du métabolisme de substances d'intérêt toxicologique, de même qu'à articuler des projets de recherche reliés à la disposition de polluants persistants. Par ses connaissances en biochimie et en microbiologie, il sera appelé à collaborer avec d'autres professeurs oeuvrant au sein du programme de recherche. Le candidat sera enfin appelé à participer au programme d'enseignement gradué de l'INRS-Santé.

EXIGENCES

Le candidat idéal sera détenteur d'un doctorat en sciences (Ph.D.) relié à la microbiologie et aura acquis plusieurs années d'expérience subséquentes dans le domaine de l'environnement. Le candidat sera familier avec les techniques usuelles de la microbiologie et du génie génétique et aura à son actif un fort dossier de publications dans le domaine considéré.

LIEU DE TRAVAIL

INRS-Santé, Pointe Claire, Québec

SALAIRE

Selon la convention collective intervenue entre l'Institut et son corps professoral.

Les personnes intéressées à ce poste sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 29 septembre 1986, en indiquant le numéro du concours SP 86-29, au: Directeur du personnel Institut national de la recherche scientifique C.P. 7500, Ste-Foy, Qc G1V 4C7

Université du Québec Institut national de la recherche scientifique

PROFESSEUR-CHERCHEUR

FONCTION

Initier et effectuer des travaux de recherche fondamentale et appliquée au sein d'une équipe multidisciplinaire, dans le cadre du programme de pharmacologie, et plus spécifiquement au niveau des applications biomédicales des peptides, conformément aux objectifs de recherche de l'INRS-Santé.

Le candidat sera appelé à effectuer la synthèse de polypeptides, de procéder à des études biochimiques et conformationnelles et, enfin, à l'évaluation systématique de leurs récepteurs cellulaires. Il sera enfin appelé à participer au programme d'enseignement gradué de l'INRS-Santé.

EXIGENCES

Le candidat idéal sera détenteur d'un doctorat en sciences (Ph.D.) relié à la biologie (biochimie, pharmacologie, chimie, biologie) avec au minimum trois ans d'expérience post-doctorale, sera familier avec les techniques modernes de synthèse de ces molécules et de spectroscopie (RMN, CD, etc.), et aura à son actif un fort dossier de publications dans le domaine de la chimie et de la pharmacologie des peptides.

LIEU DE TRAVAIL

INRS-Santé, Pointe Claire, Québec

SALAIRE

Selon la convention collective intervenue entre l'Institut et son corps professoral.

Les personnes intéressées à ce poste sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 29 septembre 1986, en indiquant le numéro du concours SP 86-30, au: Directeur du personnel Institut national de la recherche scientifique C.P. 7500, Ste-Foy, Qc G1V 4C7

Université du Québec Institut national de la recherche scientifique

Stcum

Avocat Droit du travail

La Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal requiert les services d'un avocat pour son service du Contentieux et Secrétariat.

Un poste en santé-sécurité du travail

Le titulaire de ce poste, relevant du Directeur du Contentieux et Secrétaire devra représenter la Société devant les instances judiciaires et rédiger des opinions juridiques en matière de Santé-Sécurité du Travail.

Membre du Barreau du Québec, le candidat recherché possède une expérience d'environ quatre ans en Droit du Travail, dont au moins les deux dernières années dans le domaine d'application de la Loi sur la Santé et la Sécurité du Travail et la Loi sur les accidents du Travail et les maladies professionnelles, ainsi que toutes réglementations pertinentes.

Le salaire offert sera déterminé à l'intérieur des échelles prévues pour ce poste, selon le profil d'expérience et de formation du candidat. La Société offre une gamme complète d'avantages sociaux.

Ce poste étant offert aux hommes et aux femmes, toute personne intéressée est invitée à faire parvenir son curriculum vitae à l'adresse suivante, avant le 19 septembre 1986.

S.T.C.U.M.

Service des ressources humaines
Division Dotation et Formation
(Dossier 86-315)
440, boul. Dorchester Ouest
4^{ème} étage
Montréal (Québec) H2Z 1V7

UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté des sciences sociales

PROFESSEUR(E) DE SCIENCE POLITIQUE

DESCRIPTION

Un poste de professeur en science politique. Une attention particulière sera accordée aux spécialistes des domaines suivants:

Administration publique et analyse des politiques
ou États-Unis
ou Union soviétique

CRITÈRES DE SÉLECTION

Être titulaire d'un doctorat. Pouvoir assurer des enseignements et un encadrement des étudiant(e)s au niveau des trois cycles et être actif(ve) en recherche. Une attention particulière sera portée aux candidat(e)s utilisant l'analyse quantitative des données ou l'approche comparative.

TRAITEMENT ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Poste avec plan de carrière. Salaire en fonction de la convention collective en vigueur à l'Université Laval.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION: au plus tard durant l'été 1987.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae accompagné d'une lettre précisant leur intérêt et leur compétence dans l'un ou l'autre des domaines de la science politique. Les candidat(e)s doivent demander à trois répondant(e)s de faire parvenir une lettre de recommandation au directeur du Département de science politique. L'ensemble des documents doit être reçu au plus tard le 28 novembre 1986 par le directeur du Département de science politique.

M. Jean Crête, directeur
Département de science politique
Faculté des sciences sociales
Pavillon Charles-De Koninck
Université Laval, Québec G1K 7P4

Le CLSC DRUMMOND est à la recherche de

Médecins (à temps plein ou demi-temps)

Établissement

Centre local de Service communautaire en implantation ayant le mandat d'offrir à la population du territoire de la MRC DRUMMOND (75 000 personnes) une gamme de services de santé, sociaux et communautaires, tant préventifs que curatifs.

Fonctions

Les médecins embauché(e)s se partageront les responsabilités suivantes:

- médecins conseils auprès du module santé communautaire incluant les activités de promotion de la santé, de contrôle des maladies infectieuses et la responsabilité de la clinique MTS;
- médecins conseils auprès du module de soutien à domicile incluant l'aide et les soins à domicile;
- médecins conseils auprès de la direction générale en ce qui regarde l'articulation des activités du CLSC avec les médecins de la communauté;
- responsable de l'élaboration et de la mise en place du processus de délégation d'actes aux infirmier(ère)s;
- pour être appelé(e) à participer aux activités d'équipe multidisciplinaire.

Exigences

— intérêt marqué pour le travail en équipe et la réalisation d'activités éducatives et de prévention;

— capable de souplesse;

— expérience en CLSC sera un atout.

Rémunération

Selon les règles d'ententes MSSS-PMOQ.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le vendredi 19 septembre 1986 à 17h00, à:

CLSC DRUMMOND
Re: postes de médecins
350, rue St-Jean
Drummondville (Québec) J2B 5L4

ou en communiquant avec le Directeur Général,
M. Gaétan Mercure (819) 474-2572 ou au (819) 474-CLSC.